N.° 12. 1810.

JOURNAL
DU DÉPARTEMENT
DES BOUCHES DU RHIN.

VENDREDI, le 10 Août.

VRIJDAG, den 10 van Oogstmaand.

. On s'adresse pour les abonnemens, au Directeur du journal du département, Verwelstraat, N.° 108, à Bois le Duc. Prix pour une année *f* 9-0-0, pour six mois *f* 5-0-0 et pour trois mois *f* 3-0-0.

EMPIRE FRANÇAIS.
CIRCULAIRE.

Aux Maires de l'arrondissement de Bois-le-Duc.

Monsieur,

Le conseil-général du département répartira entre les trois arrondissemens de Bois-le-Duc, d'Eindhoven et de Nimègue, le contingent en principal de la contribution foncière qui sera fixé pour ce département.

Ensuite les conseils d'arrondissement feront entre les communes la répartition du contingent fixé par le conseil-général du département pour leurs arrondissemens respectifs.

Enfin dans chaque commune, sept répartiteurs fixent le contingent que doit payer chaque propriétaire. Ces répartiteurs sont 1.° le maire et l'adjoint de la commune. 2.° Cinq citoyens capables, choisis par le Préfet ou les Sous-préfets sur la désignation des maires, parmi les contribuables fonciers de la commune, dont deux au moins non domiciliés dans ladite commune s'il s'en trouve de tels.

Vous voudrez bien en conséquence m'adresser sans délai une liste de dix propriétaires dans votre commune, dont six doivent y être domiciliés et quatre domiciliés hors de votre commune, et habitans dans les communes voisines de la vôtre, en observant que s'ils demeuraient à plus de quatre lieues de votre commune, ils pourraient ne point accepter. Les autres propriétaires ne peuvent refuser de remplir les fonctions de répartiteurs, ainsi que vous le verrez dans l'instruction que j'aurai l'honneur de vous adresser en vous envoyant la nomination des répartiteurs de votre commune.

S'il ne se trouve point de propriétaires non domiciliés dans votre commune et domiciliés dans un rayon de quatre lieues, vous en ferez mention au bas de la liste double que je vous demande et vous prendrez pour lors les dix citoyens dans votre commune. S'il ne se trouvait qu'un, deux ou trois propriétaires fonciers de votre commune qui, n'y étant pas domiciliés, habiteraient dans les communes voisines à une distance qui ne serait pas au-delà de quatre lieues, vous les comprendrez dans la liste des dix que vous me proposerez.

Les membres du conseil municipal peuvent être répartiteurs.

Agréez, monsieur, l'assurance de ma parfaite considération.

DÉCRET IMPÉRIAL.

Au Palais de Saint-Cloud le 22 Juin 1810.

NAPOLÉON, *Empereur des Français, Roi d'Italie*, etc.

Sur le rapport de notre grand-juge, ministre de la justice; notre conseil d'état entendu, Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

. Men adresseere zich voor het abonnement, aan den Directeur van het journaal van dit departement, in de Verwerstraat, N.° 108, in 's Hertogenbosch. De prijs is voor een jaar *f* 9-0-0, voor zes maanden *f* 5-0-0 en voor drie maanden *f* 3-0-0.

FRANSCH KEIZERRIJK.
CIRCULAIRE.

Aan de Maires van het arrondissement van 's Hertogenbosch.

Mijn Heer,

De algemeene raad van het departement zal over de drie arrondissementen van 's Hertogenbosch, Eindhoven en Nijmegen de som verdeelen, waarop dit departement in de grondlasten zal worden aangeslagen.

Daarna zullen de raden der arrondissementen het aandeel in de gezegde lasten, door den algemeenen raad van 't departement voor ieder arrondissement bepaald, over de gemeentes omslaan.

En eindelijk zal in iedere gemeente, door zeven repartiteurs of zetters het aandeel bepaald worden, hetwelke door ieder geërfden daarin moet worden gedragen. Deze zetters zijn de maire en de adjunct van de gemeente: en vijf daartoe geschikte burgers, door den Prefect of de Sous-prefecten, uit eene door de maires te doene opgave, te benoemen, uit die geenen, welke binnen de gemeente in de grondlasten moeten dragen, en waarvan ten minste twee, in geval er zoodanige gevonden worden, buiten de gemeente woonagtig moeten wezen.

Ik verzoek u dus, om mij ten spoedigsten te willen inzenden eene lijst van tien grondeigenaars in uwe gemeente, waarvan er zes binnen en vier buiten dezelve in de naburige gemeentes moeten woonagtig zijn; daarbij in acht nemende, dat de laatstgemelde zouden kunnen weigeren om den post van zetter aan te nemen, indien zij verder dan vier uren van uwe gemeente woonden, daar ze anders verpligt zijn denzelven te accepteren, gelijk met meerderen blijken zal uit de instructie, welke ik de eer zal hebben, u te doen toekomen te gelijk met de aanstelling der zetters voor uwe gemeente.

Indien er buiten uwe gemeente en in den omtrek van vier uren, geene grondeigenaars woonagtig zijn, zult gij daarvan beneden aan den voet van de dubbelde lijst, die ik u vrage, gewag maken, en de tien burgers alleen uit uwe gemeente nemen. Ingeval er maar een, twee of drie personen binnen uwe gemeente geerfd, aanwezig zijn, die aldaar niet maar in eene naburige gemeente, niet verder dan vier uren afgelegen, woonen, zult gij dezelven op de lijst van de tien persoonen plaatzen, welke gij mij zult voorstellen.

De leden van den municipalen raad kunnen zetters zijn.

Ontvang mijn heer de verzekering van mijne volmaakte achting.

KEIZERLIJK DECREET.

Op het Paleis te St. Cloud den 22 Junij 1810.

NAPOLEON, *Keizer der Franschen, Koning van Italien*, enz.

Op het rapport van onzen groot-regter, minister van justitie; onzen staatsraad gehoord, hebben wij gedecreteerd en decreteren het gene volgt :

Art. 1.er Sont déclarés exécutoires à compter du 1.er août prochain, dans les départemens des Bouches de l'Escaut, des Bouches du Rhin et dans l'arrondissement de Bréda, département des Deux-Nèthes.

L'article 13 du titre II de la loi du 24 août 1790 et la loi du 21 fructidor an 3, qui défendent aux tribunaux de connaître des actes d'administration ;

Les articles 14, 16 et 20 de la loi du 1.er décembre 1790, relatifs au recours en cassation contre les arrêts ou jugemens ;

La loi du 2 septembre 1793, qui fixe les délais accordés aux gens de mer pour se pourvoir en cassation ;

La loi du 21 vendémiaire an 3, qui exclut des fonctions publiques ceux qui, ayant fait faillite, ne se sont point libérés ;

Les articles 14, 15, 16, 17, 18, 19, 21 et 25 de la loi du 2 brumaire an 4, relative à l'organisation de la cour de cassation ;

Les articles 440, 441, 442, 443, 447, 448, 449, 450, 455, 456 et 457 du code des délits et des peines, du 3 brumaire an 4, relatifs au recours en cassation contre les jugemens des tribunaux criminels : les dispositions desdits articles sont communes au recours en cassation contre les jugemens rendus en matière correctionnelle ou de simple police ;

L'arrêté du gouvernement du 10 thermidor an 4, concernant la poursuite et la direction des actions judiciaires, qui intéressent l'état ;

La loi du 14 brumaire an 5, relative à la consignation d'amende pour se pourvoir en cassation ;

La loi du 28 germinal an 4, concernant l'organisation de la gendarmerie ;

Les articles 60, 76, 77, 79 et suivans du titre 6 de la loi du 27 ventôse an 8, relatifs à la cour de cassation ;

L'arrêté du gouvernement du 19 thermidor an 9, qui attribue aux préfets la connaissance des contestations relatives au paiement des fournitures faites pour le compte du gouvernement ;

L'arrêté du gouvernement du 13 brumaire an 10, relatif aux conflits d'attributions ;

Le titre II, moins l'article 13, de l'arrêté du gouvernement du 29 frimaire an 10, concernant l'envoi des lois et l'abonnement au bulletin ;

Les arrêtés du gouvernement des 10 floréal an 10 et 29 thermidor an 11, relatifs au mode d'autorisation pour la mise en jugement des percepteurs des contributions et des préposés des octrois municipaux ;

L'arrêté du gouvernement du 19 messidor an 11, relatif aux instances ayant pour objet le paiement d'engagemens de commerce, contractés par des négocians français envers des Anglais ;

La loi du 28 nivôse an 13, relative aux consignations ;

Notre décret du 11 juin 1806, sur l'organisation et les attributions de notre conseil d'état ;

Notre décret du 22 juillet 1806, contenant réglement sur les affaires contentieuses portées en notre conseil d'état ;

Les arrêtés du gouvernement des 9 pluviôse an 10, 28 pluviôse 10 et 29 thermidor an 13, et nos décrets des 28 messidor an 13 et 28 février 1806, relatifs au mode d'autorisation pour la mise en jugement des préposés de l'enregistrement et des domaines, des postes aux lettres, de la loterie impériale, des eaux-et-forêts, des monnaies, des douanes, des droits réunis, et des poudres et salpêtres ;

Notre décret du 9 août 1806, relatif aux formalités à observer pour la mise en jugement d'aucuns de nos agens inculpés dans l'exercice de leurs fonctions ;

La loi du 16 septembre 1807, qui détermine les cas où deux arrêts de cassation peuvent donner lieu à l'interprétation de la loi.

2. Les lois et réglemens ci dessus désignés, ainsi que toutes les lois et tous les réglemens dont nous ordonnerons la publication dans lesdits départemens et arrondissement, seront traduits en langue hollandaise, et insérés par ordre d'urgence dans un bulletin, qui sera distribué, par les soins des préfets, aux autorités judiciaires et administratives.

3. Le traducteur ou les traducteurs seront choisis par notre commissaire de justice, lequel avisera, de concert avec les préfets, au mode le plus économique de traduction et d'impression.

4. Les frais desdites traduction et impression seront répartis entre les trois départemens, eu égard au nombre des exemplaires du bulletin, qui seront distribués gratuitement dans chacun d'eux : ils seront avancés par la caisse départementale du lieu où le bulletin sera confectionné.

5. Le bulletin des lois en langue hollandaise sera distribué gratuitement aux cours de justice, aux tribunaux et aux juges de paix, ainsi qu'aux préfets, aux sous-préfets et aux maires.

Les autres fonctionnaires et les particuliers pourront s'y abonner au prix qui sera fixé par notre commissaire de justice, de concert avec les préfets. Les abonnemens seront reçus par les receveurs d'arrondissement, et le produit en sera versé par eux dans la caisse départementale.

6. Jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, les lois, réglemens et décrets ne deviendront obligatoires dans lesdits départemens et arrondissement, qu'aux époques qui seront spécialement déterminées par nous.

Néanmoins le bulletin des lois en langue française sera transmis, par les ordres de notre grand-juge ministre de la justice, dans lesdits départemens et arrondissement, de la même manière que dans les autres départemens de notre empire.

7. Le texte du bulletin des lois en langue française, servira seul de règle pour lever les difficultés qui pourraient s'élever sur le sens d'une disposition de la loi ou du décret.

8. Notre grand-juge ministre de la justice, et notre ministre de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de notre présent décret.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur, *Le ministre secrétaire d'État*,

Signé H. B. Duc de Bassano.

Art. 1. Te rekenen van den 1 augustus aanstaande zullen in de departementen der Bouches de l'Escaut, der Bouches du Rhin en het arrondissement van Breda departement der Deux Nèthen, verbindende zijn :

Het 13de artikel van den 2den titel van de wet van den 24 augustus 1790 en de wet van den 21 fructidor van het 3 jaar, waarbij aan de regtbanken wordt verboden, te erkennen over acten van administratie.

De 14, 16 en 20ste artikelen van de wet van den 1 december 1790, betrekkelijk de verzoeken om cassatie van vonnissen en gewijsden.

De wet van den 2 september 1793, bepalende den tijd, aan de zeelieden toegestaan, tot het instellen hunner actien in cas van cassatie.

De wet van den 21 vendemiaire 3de jaar, waarbij van alle openbare bedieningen worden uitgesloten de genen welke gefailleerd hebbende, zich niet hebben doen rehabiliteeren.

De 14, 15, 16, 17, 18, 19, 21 en 25ste artikelen van de wet van den 2 brumaire 4de jaar, betreffende de organisatie van het hof van cassatie.

De 440, 441, 442, 443, 447, 448, 449, 450, 455, 456 en 457ste artikelen van het wetboek op de misdaden en straffen van den 3 brumaire 4 jaar, betreffende de verzoeken om cassatie der vonnissen van de criminele regtbanken : de bepalingen, in de gezegde artikelen vervat, zijn toepasselijk op verzoeken om cassatie van vonnissen, in correctionele zaken of die alleen de policie betreffen, geslagen.

Het arrêté van het gouvernement van den 10 thermidor 4de jaar, betrekkelijk het vervolgen en dirigeren van regterlijke actien, waarbij de staat is geinteresseerd.

De wet van den 14 brumaire 5de jaar, omtrent de consignatie der boetes, om eene actie tot cassatie te kunnen aanleggen.

De wet van den 28 germinal 6de jaar, betreffende de organisatie van de Gendarmerie.

De 60, 76, 77, 79ste en volgende artikelen van den 6de titel van de wet van den 27 ventose 8ste jaar, betrekkelijk het hof van cassatie.

Het arrêté van het gouvernement van den 19 thermidor 9de jaar, waarbij aan de prefecten het regt wordt toegewezen, om kennis te nemen van verschillen, omtrent de betaling van leverancien voor rekening van het gouvernement gedaan.

Het arrêté van het gouvernement van den 13 brumaire 10de jaar, betreffende de verschillen over de uitoefening van gezag.

De 2de Titel, uitgenomen art. 13, van het arrêté van het gouvernement van den 19 frimaire 10de jaar, concernerende de verzending der wetten en het inteekenen op het bulletin.

De arrêtés van het gouvernement van den 10 floreal 10de jaar en den 29 thermidor 11de jaar, wegens het verleenen van authorisatie tot het te regtstellen van de gaarders der contributien en der préposés bij de municipale octroijen.

Het arrêté van het gouvernement van den 19 messidor 11de jaar, betreffende de regtvorderingen, strekkende om voldoening te bekomen van handelverbintenissen door fransche koopliedent met engelschen aangegaan.

De wet van den 28 nivose 13de jaar, omtrent de consignatien.

Ons decreet van den 11 junij 1806, over de organisatie en de attributen van onzen staatsraad.

Ons decreet van den 22 julij 1806, houdende een reglement over questieuse zaken voor onzen staatsraad gebragt.

De arrêtés van het gouvernement van den 9 pluviose 10de jaar, 28 pluviose, 10 en 29 thermidor 11de jaar, en onze decreten van den 28 messidor 13de jaar en 28 februarij 1805, betrekkelijk het verleenen van authorisatie tot het te regt stellen der geëmploijeerdens van de inschrijving en domeinen, van de brievenposten, de keizerlijke loterij, de wateren en bosschen, de munt, de tollen, de vereenigde regten en van het buskruid en de salpeter.

Ons decreet van den 9 augustus 1806, betreffende de formaliteiten, welke moeten worden in acht genomen bij het te regtstellen van eenige onzer agenten, beschuldigd in de uitoefening hunner functien.

De wet van den 16 september 1807, welke de gevallen bepaalt, wanneer twee vonnissen van cassatie plaats kunnen geven tot eene interpretatie van de wet.

2. De wetten en reglementen, hiervoor genoemd, alsmede alle de wetten en reglementen, waarvan wij de bekendmaking in de voorz. departementen en arrondissement zullen bevelen, zullen in de hollandsche taal worden overgezet, en, naar mate van derzelver min of meerdere spoed vereisching, geïnsereerd worden in een bulletin, het welk door de prefecten aan de regterlijke en administrative authoriteiten zal gedistribueerd worden.

3. De vertaler of vertalers zullen door onzen commissaris van justitie gekozen worden, welke ons, met overleg van de prefecten zal adviseren, hoe de vertaling en het drukken van gemelde wetten en reglementen op de minst kostbare wijze zal kunnen geschieden.

4. De kosten van het vertalen en drukken zullen omgeslagen worden over de drie departementen, naar evenredigheid van het getal exemplaren van het bulletin, die in ieder derzelve gratis zullen worden uitgedeeld : zij zullen voorgeschoten worden uit de kas van het departement, waar het bulletin zal worden vervaardigd.

5. Het bulletin der wetten in de hollandsche taal zal gratis worden gedistribueerd aan de hoven van justitie, aan de regtbanken en aan de vrederegters, gelijk mede aan de prefecten, sous-prefecten en maires.

De andere ambtenaren en de particulieren zullen zich kunnen inschrijven voor den prijs, die door onzen commissaris van justitie, met overleg der prefecten, zal bepaald worden. De opbrengst der inschrijvingen zal door de ontvangers van de arrondissementen ontvangen, en in de departementale kas gestort worden.

6. Tot nader bevel zullen de wetten, reglementen en decreten in de gezegde departementen en arrondissement niet verbindende worden, dan op de daartoe door ons speciaal te bepalene tijden.

Nietternin zal het bulletin der wetten in de fransche taal, op order van onzen groot-regter minister van justitie, naar gezegde departementen en arrondissement worden gezonden op den zelfden voet, als zulks voor de overige departementen van ons rijk plaats heeft.

7. De text van het bulletin der wetten in de fransche taal zal alleen, tot regel dienen om zwarigheden op te heffen, die er, ten aanzien van den zin van eene bepaling van de wet of van een decreet, zouden kunnen ontstaan.

8. Onze groot-regter minister van justitie en onze minister van binnenlandsche zaken, zijn, ieder voor zoo veel hun aangaat, belast met de executie van het tegenwoordig decreet.

geteekend NAPOLEON.

Van wegen den Keizer, *De Minister Secretaris van Staat*,

geteekend H. B. Hertog van Bassano.

PRÉFECTURE DU DÉPARTEMENT
DES BOUCHES DU RHIN.

ARRÊTÉ.

Le Préfet du département des Bouches du Rhin arrête, que le présent décret impérial du 22 juin 1810 sera imprimé, lu, publié et affiché dans toutes les communes du département.

A Bois-le-Duc, le 11 Juillet 1810.

Signé FREMIN DE BEAUMONT.
Par le Préfet. *Le secrétaire-général.*
Signé J. LINSEN.

BOIS LE DUC, le 9 Août.

La garde hollandaise, actuellement incorporée à la garde impériale, arrivera en cette ville les 9, 10 et 11 de ce mois. Les 11, 12 et 13 elle continuera sa route pour Paris, où elle doit se rendre par Bréda, Anvers etc.

PARIS, le 4 Août. 1806.

Sa Majesté l'Empereur a fait exécuter sur deux belles coupes en porcelaine de Sèvres, les portraits de l'Impératrice des Français *Marie-Louise* et de *Marie-Thérèse.* Celui de *Marie-Louise* a été copié d'après le portrait très-ressemblant peint par *Isabey*, et qui orne la tabatière de l'Empereur. S. M. a, dit-on, envoyé ces deux coupes à l'Empereur d'Autriche.

Un décret du 19 juillet porte que les jeunes gens tirés des corps ou sujets à la conscription, appellés en qualité de médecins, chirurgiens ou pharmaciens, au service de santé des armées, lorsqu'ils viendront à être licenciés, seront dégagés de tout service; savoir: ceux tirés des corps après quatre ans d'exercice dans le service de santé, et ceux sujets à la conscription, après cinq ans du même service. Ceux qui n'auraient pas fait dans le service de santé le tems prescrit par l'article précédent, et ceux dont on accepterait la démission qu'ils auraient offerte de leur emploi, rentreront dans la position où ils se trouvaient avant de passer au service de santé.

AMSTERDAM, le 7 Août.

Monsieur le général de division comte *Desaix*, commandant-en-chef d'Amsterdam et du département d'Amstelland et Maasland, a passé hier en revue la garde nationale de cette ville. Après lui avoir fait exécuter quelques mouvemens, il lui a annoncé que S. M. l'Empereur, prévenue par M. le maréchal duc de *Reggio* du bon esprit qui animait la garde nationale d'Amsterdam, était satisfaite du zèle qu'elle mettait à maintenir le bon ordre. Ce témoignage de la satisfaction de S. M. a été reçu aux cris de *vive l'Empereur*, répétés avec enthousiasme.

Hier au soir, entre 7 et 8 heures, un incendie violent éclata à une demi-lieue de cette ville. Une imprimerie de toile de coton, nommée *het huis de Vraag*, située sur le chemin de Sloten, prit feu, et non-obstant le plus prompt secours, elle fut consumée en moins d'une heure. Le dommage causé par cet accident est très-considérable.

La direction des douanes impériales vient de porter à la connaissance des négocians, un décret impérial 31 juillet dernier, lequel, entre autres dispositions, fixe au 1.er septembre de cette année l'époque à laquelle le droit de 50 pour cent établi sur les denrées coloniales en Hollande, devra être entièrement acquitté, et prononce la peine de la confiscation pour toutes les marchandises de cette nature qui, à la même époque, n'auraient point été déclarées. Les propriétaires jouiront néanmoins de la faculté de pouvoir s'acquitter par tiers, en trois, six et neuf mois, moyennant fournissant avant le 1.er septembre une caution valable pour la garantie du droit. Ceux qui ne voudront pas faire usage de ce délai, pourront escompter un demi pour cent par mois du montant de leur dû. Enfin, tous les négocians qui auront fait leurs déclarations avant le 15 août, jouiront de la remise d'un cinquième du montant du droit qu'ils auront à acquitter.

PREFECTURE VAN HET DEPARTEMENT
DER BOUCHES DU RHIN.

ARRÊTÉ.

De Prefect van het departement der Bouches du Rhin arresteert, dat het tegenwoordig keizerlijk decreet, van den 22 junij 1810, gedrukt zijnde, zal worden gelezen, gepubliceerd en geaffigeerd in alle de gemeenten van het departement.

Te 's Hertogenbosch, den 11 Julij 1810.

Geteekend FREMIN DE BEAUMONT.
Van wegen de Prefect. *De Secretaris-generaal.*
Geteekend J. LINSEN.

's HERTOGENBOSCH, den 9 Augustus.

De Hollandſche, thans met de Keizer- en Koninklijke vereenigde garde word op heden, morgen en overmorgen binnen deze ſtad verwagt., en zal op den 11, 12 en 13 dezes van hier verder op na Parijs gaan, over Breda, Antwerpen enz.

PARYS, den 4 Augustus.

Zijne Majeſteit de Keizer heeft op twee fraaije porceleine bekers van Sevres, de pourtretten van de franſche Keizerin *Maria Louiſa*, en van *Maria Thereſia*, laten vervaardigen. Dat van *Maria Louiſa* is gecopieerd na het welgelijkend portrait, hetwelk door *Iſabeij* geſchilderd is en de ſnuifdoos van den Keizer vercierd. Z. M. zegt men heeft deze beide bekers den Keizer van Oostenrijk toegezonden.

Volgens een decreet van den 19 julij zullen voortaan alle zoodane jonge lieden, welke getrokken uit de corpſen waar in zij dienden, of gevallen in de termen van de requiſitie bij de armee zijn geplaatst geweest als doeter, chirurgijn of apotheear, in het cas dat zij mogten worden gelicentieerd, vrij zijn van alle verdere dienstbaarheid. De eerstgenoemde wanneer zij vier, en de laatstgenoemden wanneer zij vijf jaren die qualiteit hebben geëxerceerd. Die geene welke zoo langen tijd in gezegde qualiteit niet hebben gediend, als ook die welke hunne dimiſſie verzogt en bekomen hebben zijn en blijven aan verdere requiſitie onderhevig.

AMSTERDAM, den 7 Augustus.

De diviſie-generaal graaf *Deſaix*, opper-bevelhebber over Amsterdam en de departementen Amstelland en Maasland, heeft op gister eene revue over de ſchutterij dezer ſtad gehouden. Na dezelve eenige mouvementen te hebben laten doen, heeft hij haar medegedeeld, dat Z. M. de Keizer, door den Maarſchalk hertog van *Reggio* verwittigd van den goeden geest, die de ſchutterij van Amsterdam bezield, te vrede is over den ijver, door dezelve ter behoud der goede orde, aan den dag gelegd. Dit getuigenis van Zijner Majeſteits te vredenheid, is onder een met geestdrift herhaald geroep van *leve de Keizer!* ontvangen geworden.

Gister avond, tusſchen 7 en 8 uren, ontſtond er brand in katoendrukkerij *het huis de Vraag*, een half uur buiten deze ſtad, aan den Sloterweg gelegen, en niettegenſtaande de allerſpoedigst aangebragte hulp, nam dezelve zoodanig de overhand, dat alles in minder dan een uur tijds in de aſche lag. De ſchade, door deze gebeurtenis veroorzaakt, is zeer aanmerkelijk.

De directie van de Keizerlijke tollen heeft ter kennisſe van het handeldrijvend publiek gebragt, een Keizerlijk decreet van den 31 julij ll., het welk onder anderen bepaald, dat op den 1 ſeptember aanſtaande de heffing van 50 ten honderd op de coloniale producten in holland geheel moet afgedaan zijn, op ſtraffe van verbeurd verklaring van alle de koopmanſchappen van dezen aart welke op dat gezegde tijdſtip niet zullen zijn aangegeven. De eigenaars van dien zullen niet te min het voorregt hebben, om bij derde gedeeltens te kunnen voldoen in termijnen van drie, zes en negen maanden mits behoorlijke borg ſtellende. Die geene welke eerder mogten begeeren te betalen, zullen een half percent voor iedere maand kunnen korten van de geheele verſchuldigde ſom, en eindelijk alle die kooplieden welke hunne aangiften voor den 15 augustus zullen gedaan hebben, zullen ſlegts 40 in plaats van 50 p. Ct. behoeven uittekeren.

WESTPHALIE.

CASSEL, le 28 Juillet.

La cour criminelle du département de la Fulde avait condamné à la peine de mort le sieur *Sigismond-Pierre Martin*, ex-juge de paix de Frielendorf, convaincu d'avoir pris une part active dans l'insurrection qui eut lieu à la fin d'avril 1809. Le conseil d'état remplissant les fonctions de cour de cassation avait confirmé l'arrêt de la cour criminelle. Les ordres étaient donnés pour l'exécution du jugement et *Martin* se préparait à la mort.

Avant-hier dans l'après midi S. M. sortant de son palais de Napoléons-hœhe, a vu tomber à ses pieds le père *Martin*, âgé de 71 ans, métropolitain de Nomberg, ses deux filles et leur cousin le pasteur *Segnakenberg*, implorant avec l'accent du désespoir la clémence de S. M. en faveur du coupable. S. M. attendrie jusqu'aux larmes, n'écoutant plus que la générosité de son âme, a relevé cette famille éplorée et daigné accorder la grâce de *Martin*, dont la peine est commuée en un emprisonnement indéterminé.

GRAND-DUCHÉ DE FRANCFORT.

FRANCFORT, le 28 Juillet.

Les dernières lettres de Berlin ne donnent pas encore de détails sur le nouveau système de finances et sur les mesures qui ont été adoptées par le roi pour leur restauration; mais on annonçait que ces mesures devaient être publiées dans une huitaine de jours. Le projet d'une contribution de 10 pour 100 sur les capitaux et les fortunes mobilières a été rejetté, et l'on y a substitué un nouveau mode de contribution et une imposition extraordinaire. Cette imposition sera répartie parmi toutes les classes des sujets prussiens sans aucune exception et sans égard pour aucun privilége. Le gouvernement prussien s'occupe aussi d'un nouveau système concernant les dettes de l'État, dont le paiement exact des intérêts sera la base principale.

ESPAGNE.

SAINT-SÉBASTIEN, le 27 Juillet.

La goëlette français *l'Aventure*, partie de New-York, est entrée aujourd'hui dans le port du passage. Elle apporte les nouvelles suivantes:

Le Canada continue à être dans un état d'effervescence qui donne de grandes inquiétudes aux Anglais.

La Havane s'est déclarée indépendante. Les Français qui en avaient été chassés y sont rappelés, et leurs propriétés leur sont rendues.

La province de Carracas s'est également déclarée en état d'indépendance.

Le mulâtre *Rigaud* était arrivé au Port-au-Prince, où il avait pris le commandement des hommes de couleur.

NAPLES.

SCILLA, le 9 Juillet.

Les deux rives offrent un coup-d'œuil superbe; elles sont garnies de troupes, hérissées de batteries, et la plage couverte de bâtimens. On s'attend d'un moment à l'autre à quelque grand événement.

Le général de brigade *Decous* est arrivé à l'armée pour y être employé dans son grade. Il vient de l'armée d'Allemagne.

Au camp royal de PIALE, le 9 Juillet.

L'ennemi continue toujours à se fortifier, particulièrement depuis Messine jusqu'à la tour du phare. Les anglais ont eu une alerte tellement forte la nuit dernière, qu'ils ont passé toute la nuit sous les armes, et que leurs différens camps ont été levés et replacés aujourd'hui dans la matinée. S. M. jouit de la meilleure santé.

(*Journal de l'Empire.*)

WESTPHALEN.

CASSEL, den 28 Julij.

Het crimineel gerechtshof van het departement der Fulda, had eenen zekeren *Sigismundus Pieter Martin*, geweze vrederegter van Frielendorf, die een werkelijk deel genomen had in de beroerte van den laatsten april 1809, tot de straffe des doods veroordeeld. De staatsraad als waarnemende de functiën van het hof van Cassatie had deze sententie bekragtigd. Het bevel ter uitoeffening was gegeven en gezegde martin bereidde zich reeds ter dood.

Eergisteren namiddag, terwijl Z. M. het paleis van Napoleons-hœhe uitkwam, zag zij de vader van gemelde *Martin*, een oud man van 71 jaren, metropolitaan van Nomberg, zijne twee dogters en haren neef de pastoor *Segnakenberg*, zich alle aan hare voeten nederwerpende en met de toon van wanhoop hare goedertierenheid over den dood-schuldigen afsmeekende. Z. M. tot tranen toe bewogen, geene andere stem dan die der goedheid van zijn hart gehoor geevende, beurde deze in tranen zwemmende familie op, en gewaardigde zich den ter dood-veroordeelden *Martin* genade te schenken, zijnde deszelfs straf alnu in die van eene gevangenis voor eenen onbepaalden tijd verandert geworden.

GROOT-HERTOGDOM FRANKFORT.

FRANKFORT, den 28 Julij.

De laatste brieven van Berlin geven nog geen verslag omtrent het nieuw stelzel van finantien, en de genomen maatregelen, welke de Koning goedgekeurd heeft tot derzelver herstel, maar men kondigde aan, dat die herstelmiddelen binnen acht dagen zouden bekend gemaakt worden. Het plan van de ligting van 10 p. Ct. op de capitalen en roerende goederen is verworpen, en men heeft in de plaats van dien eene nieuwe manier van geldheffing en een buitengewoone belasting daar gesteld. Die belasting zal evenredig gaan over alle de classen der pruisische onderdanen zonder onderscheid of aanzien van voormalige privilegiën.

Het pruisisch gouvernement houd zich ook onledig met het maken van een nieuw sijstema omtrent de staatsschulden, hetwelk tot een voorname grond zal hebben, de prompte betaling der interessen.

SPANJE.

SINT-SEBASTIAAN, den 27 Julij.

Een fransch vaartuig *l'Aventure* genaamd, van Nieuwjork vertrokken, is heden in onze haven aangekomen en heeft de volgende nieuwstijdingen medegebragt;

Te Canada heerscht bestendig eene gisting welke vele ongerustheid aan de Engelschen baard.

Havana heeft zich onafhankelijk verklaard. De Franschen die daar van daan gejaagd waren zijn er weder binnen geroepen en in hunne eigendommen hersteld.

De provincie van Carracas heeft zich eveneens in staat van onafhankelijkheid verklaard.

De moor *Rigaud*, was in 's Princen-Haven aangekomen, alwaar hij over de gekleurde manschappen het bevel aangenomen heeft.

NAPELS.

SCILLA, den 9 Julij.

De beide oevers leveren een verwonderlijk schouwspel op; zij zijn met troepen bezet, met batterijen opgestapeld, en de zee met schepen bedekt. Men verwacht van het een oogenblik tot het ander eenige groote gebeurtenis.

De brigade-generaal *Decous* is bij het leger aangekomen, om in zijn' rang te dienen. Hij komt van het leger in Duitschland.

Uit het koninklijk kamp van PIALE, den 9 Julij.

De vijand gaat altoos voort, zich te versterken, vooral van Messina, tot aan den vuurtoren. Laatstleden nacht hebben de engelschen een zoodanig allarm gehad, dat zij den nacht onder de wapenen hebben doorgebragt, en dat hunne bijzondere legerplaatsen heden in den morgenstond opgebroken en verplaatst zijn. Z. M. geniet de volmaaktste gezondheid.

*** Daar zekere H. S*** zich als *Minderbroeder* uitgevende, in het Arrondissement van *Nijmegen* bijzonder rondzwerft, en voorgeeft belast te zijn, gelden rond te halen, om het Paters-Klooster van *Megen*, in geval van vernietiging, in te koopen; zoo oordeelt de ondergeschrevene het van zijn pligt te zijn, te betuigen, noch H. S***, noch iemand, wie het ook zij, eenigen last hier toe te hebben gegeven; en een ieder diensvolgens te waarschuwen, zich voor diergelijke bedriegers te hoeden.

MEGEN, *den 30 Julij* 1810. F. R. KORF, *Guardiaan.*

Imprimé à BOIS LE DUC, chez J. P. HOFFERS, Imprimeur-libraire.